

Rébellion touareg au Niger : discussions sur les modalités d'un désarmement Niger

Posté par: Touareg

Publiée le : 6/5/2009 21:45:53

Des discussions se poursuivaient mardi à Agadez (nord) entre le gouvernement nigérien et les trois fronts touareg en vue d'un désarmement des combattants touareg dans les prochains mois, a appris l'AFP de sources concordantes. "Les discussions se poursuivent au sein d'un comité technique pour faire une ébauche des modalités pratiques du désarmement au cours des prochains mois", a affirmé à l'AFP une source touareg proche des discussions.

Ces modalités impliquent notamment la réinsertion des combattants touareg, dont le nombre reste inconnu, ainsi que leur cantonnement dans le nord, a précisé cette source.

"Le dépôt des armes va être une affaire assez longue", estime pour sa part au quotidien d'Etat Le Sahel le délégué du FFR (Front des Forces de Redressement) aux discussions, Saidou Kaocen Maïga.

Des délégués des trois fronts touareg étaient arrivés dimanche à Agadez en provenance de Libye et ont déjà transmis leurs revendications aux autorités nigériennes.

L'espoir d'une paix durable dans le nord, en proie à une rébellion touareg depuis deux ans, a pris corps dimanche avec le tout premier face à face à Agadez entre le président Mamadou Tandja et des représentants des combattants touareg, auxquels il a même proposé l'amnistie s'ils déposent les armes.

En dépit de nombreux appels du parlement et des ONG locales, M. Tandja avait catégoriquement refusé jusque là tout dialogue avec les insurgés, qualifiant leurs chefs de "bandits armés et des trafiquants de drogue".

Pour un retour à la paix, ces fronts exigent notamment une meilleure insertion des Touareg dans l'armée, les corps para-militaires et le secteur minier situé dans la zone du conflit.

Pour Mohamed Anako, Haut commissaire nigérien à la Paix, la rencontre entre les rebelles et le président "résout la crise à 50%".

"Dès lors qu'ils ont accepté de venir rencontrer le président, c'est une façon de dire qu'ils ont désarmé moralement", a-t-il estimé sur Radio France international (RFI).

"Il faut dialoguer, s'asseoir sur la table des négociations pour en finir avec le conflit", a assuré mardi à la radio Ahmed Koraya, délégué du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), principal mouvement rebelle.

Selon M. Anako, "les vrais pourparlers" ont débuté le mois dernier à Tripoli sous les auspices du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

En visite à Niamey le 15 mars, ce dernier avait appelé les rebelles à déposer les armes et intégrer un processus de paix.

"Dans les mois à venir on ira vers la mise en oeuvre de ce qui aura été arrêté à Agadez", prédit M. Anako.

Selon une source proche du dossier, la rébellion touareg pose comme préalable une amnistie générale pour ses combattants, la libération de tous les prisonniers détenus par le gouvernement et la levée de l'état de "mise en garde" dans la zone du conflit.

Instituée par décret présidentiel en 2007, "la mise en garde" accorde les pleins pouvoirs à l'armée dans la zone.

Selon le ministère de l'Intérieur, plusieurs personnes arrêtées au nord dans le cadre du conflit ont déjà été libérées, et la "centaine" encore détenue sera relâchée progressivement.

Les rebelles ont déjà libéré leurs 85 prisonniers, essentiellement des militaires, le dernier ayant été relâché dimanche.

Selon les observateurs, la question de l'amnistie se pose pour de nombreux combattants touareg qui ont des démêlés avec la justice.

Parmi eux, l'ancien ministre du Tourisme, Rhissa Ag Boula, chef de guerre du Front des forces de redressement (FFR) en exil en France et condamné à mort par contumace pour le meurtre d'un militant du parti au pouvoir.

Source : AFP